

Jacques Walter :

« Certains témoins font un rapport avec la guerre et la déportation »

Jacques Walter, **PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE** et directeur du Centre de recherche sur les médiations (Crem), dirige la cellule messine du **PROGRAMME NATIONAL** de recherche transdisciplinaire « 13-Novembre », qui court jusqu'en 2028.

Quel est l'objet de l'étude ?

Jacques Walter

« L'objectif est de comprendre comment se construit la mémoire d'un événement traumatique comme les attentats du 13-Novembre. Pendant plus de dix ans, nous allons essayer de percevoir comment notre rapport à l'événement se transforme au fil du temps. Nous avons donc une dimension individuelle, soit le souvenir précis et évolutif d'une personne, et une dimension collective dans le sens où il s'agit d'une construction sociale. Les équipes de Paris s'intéressent à ce que nous appelons le "Cercle 1", c'est-à-dire les personnes sur les lieux des attentats, mais aussi au "Cercle 2", constitué des personnes aux alentours qui sont intervenues pour soigner, alerter ou reconforter, et au "Cercle 3" qui englobe la couronne parisienne. Metz, Caen et Montpellier s'intéressent au "Cercle 4", soit les personnes géographiquement éloignées de l'épicentre mais qui sont reliées médiatiquement ou affectivement à l'événement. Nous nous sommes rendu compte que, dès novembre 2015, les attentats ont catalysé toute une série de discours sur des domaines très différents comme la sécurité, la justice, la mémoire, la souffrance, la mort, l'art ou la mémorialisation. »

Comment se déroulent les entretiens ?

« Nous avons près de 1 000 témoins au total, dont une centaine à Metz. Cela va du parfait anonyme à François Hollande, président à ce moment-là. Tout est filmé par un service audiovisuel du ministère de la Défense et les candidats s'engagent à revenir tous les deux ans. Ce qui nous intéresse en tant que chercheurs, ce n'est pas de savoir si un témoin dit la vérité, mais comment la société se dépatouille avec le souvenir de quelque chose de profondément dramatique qui a traumatisé une grande partie de nos concitoyens. Mais nous ne sommes pas des thérapeutes, attention ! Il faut conserver une forme de modestie sinon on se prend pour ce qu'on n'est pas. Nous avons cependant des neuropsychologues à Caen qui observent comment le cerveau et le corps sont affectés. C'est aussi un des grands intérêts de l'étude : comprendre comment se manifeste physiologiquement le stress post-traumatique. »

Pourquoi Metz a-t-elle été sélectionnée ?

« Au moment des attentats, je ne travaillais pas sur ces questions, bien que je sois extrêmement intéressé par les phénomènes de violences historiques. J'ai travaillé notamment sur la résistance et sur des mas-



« Nous avons près de 1 000 témoins au total, dont une centaine à Metz. Cela va du parfait anonyme à François Hollande, président à ce moment-là », indique Jacques Walter.

sacres plus récents, comme ceux perpétrés au Rwanda et en ex-Yougoslavie. Cela couvre pas mal de choses en terme de lieux de mémoire. Alors que j'étais invité à faire une conférence en mai 2016 au CNRS à Paris sur la violence lors du siège de Sarajevo, je retrouve mon collègue historien Denis Peschanski en train de monter le projet "13-Novembre". Il m'explique qu'il faut des terrains en région et que ça tombe bien, parce que je suis spécialiste des questions de mémoire et de témoignages. J'ai tout de suite accepté de monter une équipe et de construire un terrain pour débiter l'enquête en juin, seulement trois semaines plus tard. Scientifiquement, c'est un sujet important car il touche à la fois la sphère sociale et individuelle. Pour le Crem et l'Université de Lorraine, c'est un moyen de prendre pied dans le paysage de la recherche sur le terrorisme et les violences contemporaines et militantes. »

Quels sont les premiers résultats ?

« Parmi les effets ou les constats obtenus, on se rend compte que le facteur générationnel joue un rôle important. Certains témoins ont connu la guerre ou la déportation. Ils font un rapport avec ce pan de l'histoire. Les plus jeunes sont parfois nés au moment des attentats du 11-Septembre mais n'établissent pas forcément de parallèle. Ils ne l'ont pas vécu et le subissent

par rebond, parce qu'ils ont vu des images ou que leurs proches en ont parlé. Si des personnes plus jeunes intégraient la cohorte aujourd'hui, ce n'est pas sûr qu'elles établiraient un lien entre ces différents événements. Le passé que nous avons emmagasiné joue un rôle et laisse des traces. Deuxième point en termes de résultats d'enquête : le genre va jouer un rôle dans le rapport qu'on entretient aux événements. Pour faire court et trop schématique à mon goût, les hommes ont tendance à politiser leur rapport à l'histoire tandis que les femmes sont davantage dans ce qu'on appelle le *care* (*l'attention à la détresse et à la douleur, ndlr*). Dit comme ça, c'est très stéréotypé, mais culturellement, on retrouve des dispositions faisant que le rapport à l'événement est genré. Bien sûr, ce n'est pas l'unique filtre ! C'est une des grandes tendances mais dans les faits, il y a une intrication de toute une série de facteurs. »

Comment le procès qui s'ouvre va impacter la France ?

« Nous sommes à la veille d'un procès qui va catalyser et remettre en circulation tous les discours prononcés jusqu'alors, notamment ceux des victimes. On peut toujours jouer au jeu des prédictions mais c'est sans intérêt. Ce qui l'est, c'est d'observer la manière dont le procès va avoir un impact dans l'espace public, privé, mé-

diatique et politique, puisque les présidentielles approchent. C'est un procès presque pour l'histoire mais, en même temps, il constitue une prise en charge de cet acte terroriste sous l'angle du droit. Beaucoup attendent une éventuelle réparation et sont soucieux de rétablir les faits. Tout ça va remuer beaucoup de choses. Cela va raviver le traumatisme des victimes mais aussi relancer les débats sur notre rapport à l'Islam ou à l'immigration. Il y a un télescopage des calendriers avec ce qu'il se passe en Afghanistan et qui ne favorise pas forcément une analyse rationnelle. C'est une difficulté que l'on va traverser durant tout le procès. On va être pris entre l'indignation, la recherche de vérité, la compassion et la douleur. Mais face au déchirement, la France peut gagner en maturité. Parce que le pays aura prouvé que son système judiciaire fonctionne bien, qu'on aura tenu un discours rationnel, qu'on aura su aider les victimes et qu'on n'aura pas stigmatisé les immigrés ou les musulmans. Cela va fonctionner comme une épreuve pour le pays. Si on la surmonte, on en ressortira grandi. »

Propos recueillis par Justyne Stengel